

"Jamais la liberté de la presse n'a été aussi menacée"

Dans son rapport 2017 publié mercredi, Reporters sans frontières (RSF) s'alarme en évoquant les attaques anti médias, les fausses informations, la répression et le triomphe d'"hommes forts" comme Trump ou Erdogan. La Belgique, classée 9e sur 180 pays recensés, gagne quatre places par rapport à l'année dernière.

Attaques anti-médias, fausses informations, répression et triomphe d'"hommes forts" comme Trump ou Erdogan: "Jamais la liberté de la presse n'a été aussi menacée", s'alarme Reporters sans frontières (RSF) dans son rapport 2017 publié mercredi. La liberté de la presse connaît une situation "difficile" ou "très grave" dans 72 pays (sur 180 recensés), dont la Chine, la Russie, l'Inde, presque tous les pays du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Amérique centrale, ainsi que les deux tiers des pays d'Afrique. La carte du monde dressée par RSF (<https://rsf.org/fr/classement>) est envahie de rouge ("difficile") et de noir ("très grave").

La presse n'est libre que dans une cinquantaine de pays - en Amérique Nord, Europe, Australie et sud de l'Afrique - selon ce rapport.

RSF s'inquiète d'un "risque de grand basculement" de la situation de la liberté de la presse, "notamment dans les pays démocratiques importants".

"L'obsession de la surveillance et le non-respect du secret des sources contribuent à faire glisser vers le bas de nombreux pays considérés hier comme vertueux: les Etats-Unis (43e, -2 places), le Royaume-Uni (40e, -2), le Chili (33e, -2) ou encore la Nouvelle-Zélande (13e, -8)", selon l'ONG.

"L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis et la campagne du Brexit au Royaume-Uni ont offert une caisse de résonance au 'médias bashing' et aux fausses nouvelles", déplore RSF. Et "partout où le modèle de l'homme fort et autoritaire triomphe, la liberté de la presse recule".

Rétrogradent aussi la Pologne (54e), qui "étrangle financièrement" la presse indépendante d'opposition, la Hongrie (71e) de Viktor Orban et la Tanzanie (83e) de John Magufuli.

En Turquie (155e, -4 places), le président Recep Tayyip Erdogan a "résolument basculé du côté des régimes autoritaires" pour devenir "la plus grande prison au monde pour les professionnels des médias", accuse RSF.

La Russie de Vladimir Poutine (148e) reste elle aussi ancrée dans le bas du classement.

./.

Journalistes hués en France

En Asie, les Philippines (127e) gagnent 11 places grâce à une baisse du nombre de journalistes tués en 2016, mais, estime RSF, les insultes et menaces contre la presse proférées par le président Rodrigo Duterte laissent présager du pire.

"Le basculement des démocraties donne le vertige", a commenté Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. Six pays sur dix ont enregistré une aggravation de leur situation.

Comme l'an dernier, aux premières places figurent les pays scandinaves (Norvège, Suède, Finlande, Danemark) et aux dernières l'Erythrée et la Corée du Nord, où "écouter une radio basée à l'étranger peut conduire directement en camp de concentration".

La Belgique, quant à elle, arrive en neuvième position (+4), devant le Grand-duché de Luxembourg et l'Allemagne qui se classent respectivement en 15e et 16e positions, en statu quo par rapport à l'année dernière, ainsi que la France (39e, +6).

Parmi les 25 pays où la presse est la plus attaquée selon RSF figurent l'Égypte et Bahreïn, des "prisons à journalistes", le Turkménistan (178e), "l'une des dictatures les plus fermées au monde" et la Syrie (177e), pays le plus meurtrier pour les journalistes. Ils sont aussi menacés en Ouzbékistan, en Azerbaïdjan, au Vietnam, au Laos, à Cuba, au Soudan et en Guinée équatoriale.

RSF dénonce aussi le cas de plusieurs pays du Moyen-Orient, comme l'Iran (165e) qui emprisonne ses journalistes "par dizaines" ou les condamne au fouet, peine pratiquée aussi en Arabie saoudite (168e), notamment envers le blogueur Raïf Badawi, aussi condamné à 10 ans de prison.

La France, pour sa part, remonte de la 45e place (en 2016) à la 39e place, un effet mécanique après une année 2015 marquée par la tuerie de Charlie Hebdo.

RSF y relève néanmoins un "climat violent et délétère", avec des attaques verbales contre "les médias menteurs" pendant la campagne présidentielle "où il devient normal d'insulter les journalistes, de les faire siffler et huer lors de meetings".

L'ONG dénonce aussi les pressions du groupe Vivendi de Vincent Bolloré sur ses médias, comme la "déprogrammation d'une enquête sur le Crédit Mutuel dirigé par l'un de ses amis", la suppression d'émissions (Zapping et Spécial Investigation) sur Canal+ ainsi que le long conflit social à iTélé l'an dernier, à l'issue duquel une centaine de journalistes sont partis.

*Source: AFP Le Vif
26/04/17 à 07:14
Mise à jour à 09:03*

L'accès à internet, la télévision et les journaux génèrent le plus de revenus en 2017

L'accès à internet (3 milliards d'euros de revenus), la télévision traditionnelle et le home video (2 milliards) et les journaux (1,1 milliard) génèreront le plus de revenus en 2017 en Belgique dans l'industrie des médias et des loisirs, selon l'enquête "Global entertainment and media outlook 2017-2021", publiée vendredi par PwC. Globalement, l'industrie des médias et loisirs doit rapporter, selon les estimations de PwC, 12,8 milliards d'euros en 2017 en Belgique.

Si les médias traditionnels tirent toujours leur épingle du jeu et génèrent la majorité des revenus dans cette industrie, la croissance se fait surtout ressentir dans le digital. Ainsi, en 2017, PwC observe une croissance de 22 % pour la vidéo sur internet, de 9,5 % pour la publicité sur internet, de 9 % pour les jeux vidéo et 4,3 % pour la musique. En revanche, la croissance des revenus est faible ou négative pour les livres (0,6 %), la télévision et le home vidéo (0,5 %), les magazines (-0,7 %) et les journaux (-4,4 %).

Le même type de croissance par secteur s'observe sur la période 2017-2021 selon PwC. Si les journaux demeurent une source importante de revenus, avec 1,1 milliard d'euros en 2017 et encore 923 millions d'euros en 2021, PwC table sur une décroissance de leurs revenus de 5% environ chaque année (2017-2021).

En 2018, l'accès à internet (3,1 milliards d'euros), la télévision et le home vidéo (2 milliards), le business-to-business (1,1 milliard d'euros), la publicité TV (1,1 milliard) et les journaux (1 milliard) sont les secteurs qui génèreront le plus de revenus.

Entre 2016 et 2021, PwC table sur une croissance de l'industrie des médias et des loisirs en Belgique de 1,84 % pour s'établir à 13,7 milliards de revenus dans quatre ans.

Sans surprise, les USA dominent le classement établi par PwC avec 703 milliards d'euros de revenus dans l'industrie des médias et loisirs. Cinquante-quatre pays ont été analysés par PwC dans le cadre de cette étude.

09/06/17 à 08:04
Mise à jour à 08:04
Source: Belga

Nouvelle offensive de charme de Google envers la presse européenne

Google lance jeudi un nouveau fonds, doté de 150 millions d'euros, pour financer des projets numériques innovants dans la presse européenne, a annoncé à l'AFP son directeur Ludovic Blecher, poursuivant ainsi son offensive de charme vers les médias d'actualité.

Baptisé "Digital News Initiative", ce fonds ouvert aux candidats de 32 pays européens sur 3 ans permet aux éditeurs d'information de toute taille, et même à des individus, de proposer leurs projets. Les dossiers peuvent être envoyés, via un site web créé pour l'occasion, jusqu'au 4 décembre et les lauréats seront annoncés en février. Au moins deux sessions d'appels à projets sont prévues chaque année.

Pour garder sur ses pages les articles d'actualités, très prisés des internautes, Google vient aussi de lancer une nouvelle technologie d'affichage ultra-rapide des articles sur mobiles, une riposte à Facebook qui lui aussi veut attirer les médias d'information sur son réseau.

Le nouveau fonds de Google s'inspire de celui que le groupe américain avait créé pour la presse française en 2013 afin d'apaiser les tensions avec les éditeurs, inquiets de voir les internautes consulter des extraits de leurs articles sur Google News plutôt que d'aller sur leurs sites. Comme le fonds français, il veut aider les médias à se développer sur les supports numériques -- un enjeu qui concerne tout autant la presse que les géants du web.

"Les projets peuvent être expérimentaux mais doivent s'appuyer sur des objectifs précis et revêtir une composante numérique significative, faire la part belle à l'innovation et avoir un impact positif sur la production de contenus journalistiques originaux ou sur la viabilité du secteur de l'information", précise Google, en soulignant que "le financement des projets n'est en aucun cas lié à l'utilisation des produits Google".

Le fonds aidera des prototypes, mais aussi des projets de taille moyenne ou plus importants, qui pourront être financés jusqu'à 1 million d'euros, sauf pour des projets collectifs.

Il sera piloté par un conseil de 13 membres, qui comprennent des personnalités des médias de plusieurs pays d'Europe, dont en France Bruno Patino, ancien patron des éditions web du Monde, ex-numéro 2 de France Télévisions et nouveau directeur éditorial d'Arte France.

22/10/15 à 17:06
Mise à jour à 17:05
Source: Belga

Les fiançailles de Fiat-Chrysler avec PSA, une question de survie!

Le mariage annoncé entre Fiat Chrysler et PSA, la maison-mère de Peugeot n'a qu'un seul but: permettre à ces deux constructeurs automobiles d'atteindre une taille critique. Mais pourquoi atteindre cette taille critique est aujourd'hui une nécessité si un constructeur auto veut survivre?

C'est fait, c'est annoncé depuis quelques jours: les Italiens de Fiat Chrysler et les Français de PSA, la maison-mère de Peugeot, ont décidé de se fiancer. Le mariage, c'est-à-dire la fusion, devrait suivre assez rapidement. Le mariage entre ces deux constructeurs automobiles donnera ainsi naissance au deuxième constructeur européen avec 23 % de parts de marché, juste derrière Volkswagen, qui reste le premier constructeur du continent avec 24 % de part de marché.

A eux deux, ces constructeurs automobiles vendront presque 9 millions de voitures par an. Et c'est important, car les fiançailles n'ont qu'un seul but: atteindre une taille critique. Dans le secteur automobile, rester petit n'est plus possible, je dirais même que c'est encore plus difficile aujourd'hui qu'il y a 10 ou 15 ans. Tout d'abord, parce que les investissements sont nettement plus importants à l'heure actuelle. Il y a les contraintes réglementaires qui forcent l'industrie automobile à se verdir, donc à réduire ses émissions de CO₂; cela oblige les constructeurs automobiles à électrifier leur gamme. Et puis, il y a aussi l'arrivée de la voiture connectée et autonome. Tout cela impose d'investir des sommes colossales pour rester compétitif.

En fusionnant ainsi avec un autre fabricant, on peut partager le coût de tous ces investissements. C'est la raison principale qui explique les fiançailles de Fiat Chrysler avec PSA. Fiat est en retard sur le verdissement de sa gamme et donc cette fusion tombe à point nommé. Quant à PSA, elle a beau être rentable, 88 % des ventes de Peugeot se font en Europe, bref, PSA est un constructeur trop régional, et le mariage avec Fiat Chrysler va lui ouvrir les portes du marché américain. En clair, les deux fiancés s'y retrouvent!

Evidemment, le danger d'une telle fusion, c'est qu'elle est énorme et que ce paquebot doit être géré. Mais comment coordonner des équipes qui sont en France, en Italie, aux Etats-Unis et ailleurs? Il y a plusieurs exemples qui montrent que, passé une certaine taille, une entreprise n'est plus gérable. Mais heureusement, il y a aussi des cas contraires! Et le pari ici, c'est que Fiat et Peugeot vont y arriver car ils ont l'habitude de travailler ensemble depuis 40 ans notamment pour la fabrication de certains véhicules utilitaires. L'autre défi sera d'adapter leur stratégie à des marchés aussi différents que la Chine, les Etats-Unis et l'Europe; les attentes des clients ne sont pas les mêmes et les contraintes réglementaires ne sont pas identiques.

Bref, il y aura du pain sur la planche, mais avec ces fiançailles, on assiste à la naissance d'un géant industriel européen. Et comme cela n'arrive pas tous les jours, ne boudons pas notre plaisir non plus.

Amid Faljaoui,
directeur des magazines francophones de Roularta

Les Belges seront désormais taxés s'ils ont trop d'épargne en cash!

En Belgique, un tabou financier vient de tomber! Pour la première fois de notre histoire, des dépôts bancaires de particuliers vont être taxés.

Dans un premier temps, cela concernera uniquement les personnes les plus riches car la mesure prise par la banque privée Puilaetco Dewaay vise ses clients qui ont au moins 5 millions d'euros sous forme liquide. Vous me direz que cela ne concerne pas tout le monde, mais comme vous le savez aussi, c'est le début, et après, comme toujours, les moins fortunés seront aussi concernés. D'ailleurs, les épargnants plus modestes, qui ont choisi de faire fructifier leur épargne via la banque on line Degiro, verront leurs dépôts de plus de 2.500 euros être taxés aussi à partir du 15 novembre! Or, pour avoir 2.500 euros sur son compte, il ne faut pas être très riche non plus.

Soyons clairs, il s'agit là du début d'un mouvement. En Suisse, au Danemark et dans une centaine de banques en Allemagne, les dépôts des épargnants sont déjà taxés. Nous sommes donc arrivés dans un monde paradoxal puisque l'épargne, fruit de notre labeur, est aujourd'hui taxée ou le sera bientôt. Ne l'oublions que l'épargnant moyen n'est pas très gâté aujourd'hui s'il veut laisser dormir ses économies sur un livret d'épargne, il recevra au maximum 0,11 % s'il ne touche pas à son argent pendant un an. Or 0,11 %, c'est une misère, et comme je le répète, si vous enlevez l'inflation et les frais bancaires, l'épargnant moyen est aussi en taux négatif.

Question: pourquoi une banque privée (les autres vont suivre ne vous faites aucune illusion) fait-elle payer ses clients les plus riches lorsqu'ils laissent leur épargne sous forme de cash? Simplement parce que la banque elle-même est taxée sur ses excédents de cash. Les banques belges déposent leur surplus en cash chaque soir auprès de la banque centrale européenne (BCE). Or, cette banque centrale leur impose depuis le 12 septembre dernier une pénalité de 0,50 % sur ces excédents de cash. En d'autres mots, nos banques sont taxées de 0,50 % sur leurs excédents de liquidités et elles veulent évidemment répercuter cette taxe sur leurs clients. Il faut dire qu'en 2018, cette pénalité a coûté 400 millions d'euros aux banques belges...

Jusqu'à présent, ces banques n'osaient pas franchir le pas et répercutaient cette taxe de 0,50 % sur les grandes entreprises qui ont des comptes avec d'immenses sommes en cash. Le tabou étant les particuliers, les banques avaient peur de la réaction de leurs clients. Une banque privée vient de briser ce tabou uniquement pour des clients fortunés, mais les autres banques vont suivre, et sans doute pour des montants bien moindres... En fait, le discours des prochains mois sera simple, ou nous acceptons de nous faire taxer sur notre épargne ou nous acceptons de ne pas l'être mais alors la banque nous demandera de placer nos économies en actions. En résumé, nous serons taxés si nous cherchons la sécurité (livrets) et nous ne serons pas taxés si nous prenons un risque (actions). C'est le résultat de la politique monétaire de la BCE...

Amid Faljaoui,
directeur des magazines francophones de Roularta